



Contre la politique de Macron et son gouvernement, contre l'extrême droite et ses idées, préparer dès maintenant la rentrée sociale !

E. Macron et son gouvernement répondent à la crise sanitaire en subventionnant le secteur privé sans aucune contrepartie sociale ou écologique. Fondée sur la confiance envers "le marché", cette politique ne fait qu'aggraver les inégalités tout en étant peu efficace du point de vue sanitaire. La France qui n'était prête ni pour les masques, ni pour les tests, ni pour la vaccination, connaît aujourd'hui une situation sanitaire meilleure mais fragilisée par la menace d'une diffusion du variant Delta (dit Indien). Incapable de planifier une sortie de crise sanitaire et économique pour le plus grand nombre, aveuglé par sa confiance en l'autorégulation du capitalisme, le gouvernement français refuse tout pas de côté et de tenter, comme cela est envisagé aux Etats-Unis, une taxation des revenus des très riches, même timide.

A l'international, la situation inquiète

En **Palestine** tout d'abord, la politique d'occupation et de discrimination menée par Israël s'accroît. Le changement récent de gouvernement à la tête de l'État d'Israël ne changera pas réellement la donne, l'ultra-droite reste dominante sur l'échiquier politique. Le SNES, avec la FSU, continue d'apporter son soutien aux Palestiniens et s'implique dans la campagne pour la reconnaissance d'un État palestinien conforme au droit international et dans la campagne BDS.

En **Colombie**, la répression contre les révoltes sociales en cours continue. Le SNES-FSU exprime toute sa solidarité avec les luttes en cours et dénonce la répression qui se poursuit.

Au sein de l'UE, la **Hongrie** a adopté de nouvelles lois ouvertement homophobes.

Les migrations vers l'Europe continuent à causer, dans un silence assourdissant, des centaines de morts en Méditerranée. Depuis 2015, la politique européenne d'accueil des migrant-es ne cesse de se durcir et vise à criminaliser les migrations. Ce durcissement menace les droits fondamentaux des **migrant-es**, en particulier des femmes qui subissent de nombreuses violences sur la route de leur exil. Se multiplient en cette fin d'année les OQTF de familles d'enfants scolarisé-es arrivant en fin de cycle scolaire (troisième, terminale). Cela résulte d'une pression exercée par le ministère de l'intérieur sur les préfets, dans une perspective pré-électorale afin de flatter les citoyen-nes tenté-es par le vote Le Pen.

En France, le fond de l'air est brun

Entre les régressions sociales (destruction des Services Publics, contre-réforme de l'assurance chômage, casse annoncée des retraites) et la **montée des idées d'extrême droite**, qui saturent une partie du paysage médiatique et sont reprises à leur compte par la droite et le gouvernement (G. Darmanin en tête), le paysage est bien sombre actuellement. L'Extrême droite est désormais présentée par la bourgeoisie comme un moindre mal (à l'exemple de Raphaël Enthoven qui twitter qu'il préférerait voter M. Le Pen que J.L. Mélenchon) voire comme un futur enviable, comme le montre le tapis rouge déroulé au RN sur les antennes du groupe Canal + (détenu par Bolloré), au point que la chaîne CNEWS se soit fait rappeler à l'ordre par le CSA. La réalité est bien celle-ci désormais : une partie de la classe dominante pense que le RN est une bonne option pour la conservation de ses privilèges, le capitalisme étant soluble dans les idées du RN et le néolibéralisme dans le fascisme.

Le PS, EELV et le PC étaient présents au rassemblement des policiers factieux le 19 mai, aux côtés de M. Le Pen et G. Darmanin, ce qui montre un choix assumé d'accepter la polarisation politique de la société par l'extrême droite en allant jusqu'à remettre en cause les principes même de l'État de droit. Alors qu'il faudrait travailler à l'émergence d'une alternative politique, capable de détourner les électeur-rices de la tentation d'un vote pour le RN (vote d'adhésion de plus en plus mais aussi, selon le récent sondage Harris-Interactive-Challenges, un "vote utile" pour chasser Macron), **la gauche est divisée** ce qui la met en difficulté dans la perspective de l'élection présidentielle. En face, Macron et LREM se présentent comme l'unique rempart crédible au RN alors qu'ils en sont le marchepied.

Dans ce climat politique nauséabond, la participation du SNES et de la FSU aux **marchés des libertés et contre l'extrême droite du 12 juin** était nécessaire et légitime. Il s'agissait d'une première étape : si nous espérons des cortèges plus fournis en regard des enjeux, les manifestations ont été nombreuses et sur tout le territoire. Les échos



médiatiques ont été plutôt favorables. La relative faiblesse numérique des cortèges ne doit pas nous faire regretter d'avoir



co-organisé ce type d'initiative. Le contexte de la sortie d'une vague pandémique a pesé et explique qu'une partie mobilisable de la population n'y ait pas participé. Le danger de l'arrivée l'extrême droite au pouvoir n'est pas totalement palpable pour une partie de la population qu'il faut encore convaincre.

C'est un premier pas, qu'il faudra poursuivre en s'appuyant notamment sur le cadre de travail commun que la FSU a engagé depuis 2014 avec la CGT et Solidaires, que le SNES investit. Au vu de la menace que

constitue la diffusion des idées d'extrême droite au sein de la société, il s'agira d'une lutte de fond à mener au quotidien, dans le contexte tendu des présidentielles. Pour élaborer du matériel de campagne en direction des collègues, afin de les informer et mobiliser contre les idées d'extrême droite, le SNES-FSU développera un travail commun avec l'association VISA (vigilance et initiative syndicale antifasciste).

Dans un tel climat, combattre les **lois liberticides "Sécurité Globale" et "Séparatisme"** est une nécessité. Si le conseil constitutionnel a notamment censuré l'ex-article 24 de la loi Sécurité Globale, d'autres dispositions ont été durcies, et certains éléments de cet article ont été réintroduits dans la loi "Séparatisme". Le SNES, avec la FSU, continuera à être partie prenante de la lutte contre ces lois. Il exige leur retrait.

Mesurons bien les menaces que font peser sur la démocratie en général, ce climat, cette politique "sécuritaire". Dans notre champ, les lycéen-nes mobilisé-es du lycée Bréquigny de Rennes, les collègues du lycée François-Mauriac de Bordeaux, du lycée Blaise Pascal de Clermont-Ferrand, au lycée Jacques Brel de Choisy le Roi, au lycée René-Cassin de Montfort-sur-Meu... Le SNES-FSU dénonce cette **répression**, et soutient les collègues, élèves, militant-es et syndicalistes qui en sont victimes.

Pour un plan d'urgence féministe

La crise sanitaire et les confinements ont provoqué une explosion des violences faites aux femmes, aggravé les inégalités femmes-hommes et appauvri les femmes. La crise économique qui s'annonce va encore renforcer ces problèmes. La préoccupation que le gouvernement dit avoir de ces questions est toute médiatique et démentie dans de nombreux faits. Le SNES, avec la FSU, revendique un **plan d'urgence féministe**. Avec la FSU, il amplifie son combat, en lien avec les associations féministes, contre les régressions sociales visant en premier lieu les femmes et pour l'égalité des droits entre les femmes et les hommes : il s'engage dès maintenant dans la préparation de la mobilisation du 25 novembre, et fera le lien avec les dangers que représente l'extrême droite pour les droits des femmes. Le décret Blanquer contre le langage inclusif impose sa vision patriarcale et réactionnaire de la société et constitue une entrave à la liberté pédagogique. Le SNES-FSU informera la profession, à la lumière des recherches sur le sujet, sur ce qu'est réellement l'enseignement égalitaire de la langue, en quoi il contribue à promouvoir l'égalité filles/garçons à l'école et à lutter contre les stéréotypes de genre. Il développera l'usage du langage inclusif dans toutes ses communications. Il soutiendra les collègues qui enseignent et en ont un usage pédagogique.

Réinvestir les questions LGBTIQ+

Les questions LGBTIQ+, malgré les divergences qui ont émergé ou émergent ici ou là, doivent également retrouver un intérêt pour les organisations syndicales, tant pour les personnels que pour les élèves. C'est un enjeu d'émancipation pour toute la société car les combats menés et les victoires acquises au fil des années apportent des changements de mentalités dans l'ensemble de la société. Le SNES-FSU participe donc, partout où cela est possible, aux Marches des Fiertés et aux différents collectifs qui existent.

Œuvrer au réveil du mouvement social

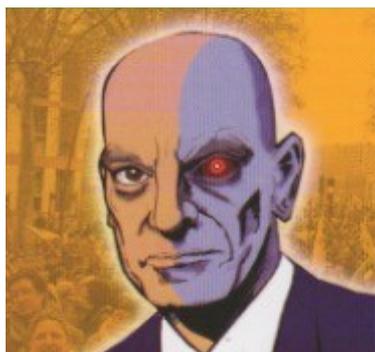
Alors que la mobilisation contre la réforme des retraites avait permis de belles démonstrations de forces, et commencé à faire reculer Macron et son gouvernement sur certains aspects de ce projet de régression sociale, **le mouvement social a été frappé de plein fouet par la crise sanitaire, dont le pouvoir a profité pour avancer dans son projet de destruction méthodique de notre modèle social** : si le gouvernement a suspendu (mais pour combien de temps encore ?) sa contre-réforme des retraites, il a avancé sur le démantèlement de l'assurance chômage ou celui des Services Publics, alors même qu'ils ont démontré leur absolue nécessité pendant la crise sanitaire. La Loi dite de "transformation" de la fonction publique, qui vise en fait son démantèlement au profit d'une logique contractuelle et de privatisation, porte un coup à notre syndicalisme. Mais les syndicats préexistaient aux CAP ! Il faut poursuivre le travail de réorientation de notre action syndicale : cela ne veut pas dire abandonner l'entrée corporatiste qui est aussi une entrée syndicale importante, mais la travailler sous l'angle des métiers, et de l'outillage contre les pressions hiérarchiques. Pour le SNES-

FSU, cela peut passer par l'étoffement des équipes militantes dans les établissements via une campagne massive de syndicalisation à la rentrée en prenant appui sur notre projet d'une école émancipatrice, l'encouragement à élargir le S1 aux autres syndiqué-es FSU d'un établissement pour constituer des sections fédérales d'établissements, et la formation de ces équipes. Plus largement, le SNES, avec la FSU, doit poursuivre son travail commun avec les forces de syndicalisme et de transformation sociale (CGT et Solidaires), à tous les niveaux. Il poursuivra également son investissement dans le cadre de « Plus jamais ça », et participera à l'Université d'été des mouvements sociaux qui se tiendra du 18 au 22 août à Nantes.

On l'a vu le **12 juin** : malgré la légitimité des mots d'ordre et des appels très larges, le mouvement social peine à remobiliser au-delà de luttes catégorielles (**AESH et infirmier-ères scolaires** dans notre champ). La journée d'action Fonction Publique du **15 juin** a rassemblé moins largement que le cercle militant habituel (mais il faut dire qu'elle n'a pas assez cherché les mots d'ordre et les modalités d'action associant largement les collègues, et que le travail de conviction dans notre milieu a été quasi inexistant). La période rend les mobilisations unitaires encore plus difficiles, certes, mais elles existent pour peu que l'on y mette vraiment les forces nécessaires (la **lutte contre les lois liberticides** s'est poursuivie tout l'hiver, les **manifestations féministes** des 25 novembre et 8 mars ont bien pris, une centaine de manifestations ont été recensées pour le **mouvement des retraité-es du 31 mars**, le **1er mai** a rassemblé plus largement que le cercle militant). Certaines, catégorielles, sont même victorieuses (comme celle des **femmes de chambre de l'hôtel Ibis des Batignolles** à Paris, après 23 mois de lutte, ont obtenu une augmentation salariale, des primes de paniers repas et une baisse des cadences). Tout cela montre un potentiel pour les actions fédératrices à venir, qui restent à construire. De plus, **remettre les questions sociales au centre de l'échiquier médiatique et politique est indispensable pour sortir de la nasse idéologique qu'imprime l'extrême droite sur l'ensemble de la société**. Si le syndicalisme de lutte et de transformation sociale n'a pas à faire campagne au sein des scrutins à venir, il se doit d'enclencher et de faire vivre des mobilisations capables de déplacer le centre de gravité des débats politiques actuels et d'inverser le rapport de force.

L'interpro projette une mobilisation en septembre, il nous faut commencer à la préparer et à la construire dès maintenant, dans notre secteur. **Préparer la rentrée sociale** est une absolue nécessité : les inégalités progressent, la situation des privé-es d'emploi va se dégrader à partir du 1er juillet avec la réforme de l'assurance chômage, le gouvernement entend faire payer la dette COVID à la population, la situation de la jeunesse est également très préoccupante. Le SNES, avec la FSU, mettra toutes ses forces dans la construction d'une action d'importance en septembre pour peser sur les politiques en cours et imposer un autre choix de société. Cela suppose de proposer aux collègues des actions qui les impliquent directement, en partant des préoccupations qui sont les leurs. Cela suppose aussi de construire des alliances avec les usager-ères : les services publics, et l'école en particulier, concernent toute la population, pas seulement les agent-es, les parents, ou la partie de la population la plus fragilisée.

Blanquer, le rouleau-compresseur de l'école



Le **bilan de Blanquer**, ce sont ses réformes-phares (Loi Pour une école de la confiance, réforme du lycée, du bac, Parcoursup, recrutement et formation des enseignant-es, Education Prioritaire), mais aussi une modification de paradigme à bas bruit avec des réformes impressionnistes ("devoirs faits", 2 heures supplémentaires imposables, interdiction du point médian, des accords de proximité et de majorité). Il y a enfin les réformes sur lesquelles il s'appuie par opportunisme (la réforme du collège avec la baisse des moyens et la déréglementation qu'elle a entraînées, loi de Transformation de la Fonction Publique et fin du paritarisme...).

Tout dernièrement encore, P. Mathiot déclarait à la Commission éducation du Sénat vouloir revenir, à la faveur de la crise sanitaire et de son impact sur les examens, sur ce qu'il n'avait pas réussi à faire passer en 2018 et "**aller vers le contrôle continu intégral**", pour en finir avec les Epreuves Communes. Or, si le contrôle continu a l'assentiment de certaines organisations syndicales, en particulier celles des chef-fes d'établissement, il est rejeté par les enseignant-es : même ceux et celles qui n'y étaient pas opposé-es avant la mise en place de la réforme voient désormais, après un an d'application, qu'il pose de très nombreux problèmes (pression des parents, stratégie d'évitement des contrôles, triche en plein développement et pression des hiérarchies, mais aussi pression interne de certain-es collègues pour uniformiser les pratiques de notation). La réduction de l'offre de spécialités dans chaque lycée est également envisagée. Un pas de plus vers un lycée et un Bac inégalitaires, vers la dégradation des conditions de travail des collègues. P. Mathiot a semblé rétro-pédaler lors du **comité de suivi de la réforme du lycée**, mais le ministre confirme les pistes avancées par Mathiot ! Le SNES-FSU rappelle ses mandats d'abandon de Parcoursup, et de retour à un Bac sous forme d'épreuves terminales, premier diplôme du supérieur. La question de rester partie-prenante du comité de suivi se pose.

La généralisation du **SNU** qui ouvre ses centres cet été est repoussée à une date indéterminée, signe de son inutilité. Le SNES-FSU continue d'en demander l'abandon.

La nouvelle mission de Béatrice Piron, députée LREM, sur l'**enseignement hybride et à distance** doit être regardée avec un œil critique car les volontés de transformer l'école par le numérique sont fortes.

L'autoritarisme et la mise au pas idéologique de la profession sont aussi une marque de fabrique du ministre : la mise en œuvre annoncée d'un **formatage des enseignant-es à une « laïcité » dévoyée, détournée en instrument de lutte contre l'antiracisme** par Jean-Michel Blanquer s'inscrit dans le tournant réactionnaire du pouvoir. Cette politique, promue par un rapport récent de JP Obin qui s'alarme de l'attachement des enseignant-es à la diversité (!) est inquiétante. En voulant reprendre la main sur la formation initiale et continue des enseignant-es sur le sujet via la Degesco, Blanquer vise à un formatage idéologique conservateur. Le SNES-FSU rappellera à la profession son attachement à la liberté pédagogique et à une formation des enseignant-es émancipatrice et indépendante des pressions politiques.

Ainsi finissons-nous ce quinquennat avec une **Éducation Nationale profondément transformée**, le renforcement d'un néomanagement (Grenelle) qui impactera encore un peu plus les solidarités et notre syndicalisme. Des collègues seront probablement attiré-es par les perspectives des missions intermédiaires à venir, pour améliorer leur rémunération (et leur sentiment de reconnaissance) en acceptant des rôles de "pilotage". L'école est exsangue : impactée par le COVID, elle ne fonctionnait déjà plus : trop d'enfants sont laissé-es "sur le bord du chemin", sans réelles perspectives de progrès scolaires et de qualifications, tou-tes étant en revanche dès le plus jeune âge plongé-es dans la logique concurrentielle de plus en plus prégnante dans l'École. L'Éducation Nationale gère les élèves comme des flux, comme des marchandises. Comme dans la logistique, l'ennemi c'est le stock. Dans cette logique, toute capitaliste, il faut trier, rentabiliser, externaliser.

Dans ce contexte particulier de fin d'année, le SNES-FSU apportera son soutien à tou-tes les collègues engagé-es dans des actions revendicatives à l'occasion de la session du baccalauréat. Pour la rentrée, le SNES a, avec la FSU, un mandat d'actions incluant la grève en septembre, mandat qui reste à concrétiser et à construire, en passant à la vitesse supérieure : la campagne contre la politique de Blanquer et pour le plan d'urgence doit prendre de l'ampleur, à commencer par notre milieu, mais aussi travailler l'opinion publique, en profitant de la fenêtre médiatique de la rentrée. Pour cela, dès maintenant, le SNES-FSU annonce la perspective d'une **grève au plus près de la rentrée**, avec ultimatum au ministre, en recherchant l'unité la plus large. Il mobilise dès aujourd'hui les collègues pour de meilleures conditions de rentrée, en soulignant les mauvaises conditions annoncées, en mettant en avant son **plan d'urgence pour l'école** et en proposant des alternatives de moyen terme (contre la précarité, pour un allègement des effectifs, en s'appuyant sur des demi-jauges qui pourraient devenir un mot d'ordre, pour des horaires d'enseignement rendus aux disciplines, des contenus et pratiques émancipateurs, pour le collège et le lycée). Il dépose un préavis de grève **pour couvrir toutes les actions locales sur la période de rentrée**.

Plus de moyens sont nécessaires, mais rien ne se passera avant l'examen du budget en novembre sans pression sociale en ce sens. Pour cela, il faut que la grève de rentrée soit réussie, médiatiquement, mais aussi par de forts taux de grévistes. Les raisons de se mobiliser sont nombreuses, mais il faut **redonner confiance en l'action collective**, en se fixant des **objectifs qui paraissent atteignables** aux collègues pour les engager dans l'action. Contre la réforme du lycée, les mots d'ordre peuvent être la transformation des Epreuves Communes en examen terminal dès la session 2022, le maintien des trois spécialités en terminale, le décalage du calendrier des épreuves de spécialité à la fin de l'année, et le retour des mathématiques dans le tronc commun en série générale. En collèges, les revendications peuvent se centrer sur la suspension du dispositif d'auto-évaluation des établissements, des certifications (Ev@lang, Pix), ou de la réforme de l'EP. Plus généralement, l'arrêt des mesures néomanagériales du Grenelle peut également être un mot d'ordre mobilisateur.

Il est possible d'articuler la grève avec un temps fort le week-end pour engager très largement à nos côtés, autour de l'idée que **l'École est une question sociale**. Tout cela pouvant s'articuler dans le cadre d'une semaine d'actions pour les Services Publics associant les usager-ères (si l'on en croit le sondage IFOP-L'Humanité paru le 15 mai, les Français-es sont massivement favorables à un grand plan de réinvestissement dans les services publics). Enfin, si une action interpro (sur les retraites ?) était construite dans la foulée, cela donnerait un calendrier de mobilisations à même d'entraîner nos collègues dans la lutte.